



Conseil de
l'Union européenne

**Bruxelles, le 27 février 2019
(OR. en)**

6622/19

SOC 149

NOTE

Origine:	la présidence
Destinataire:	Comité des représentants permanents/Conseil
Objet:	La dimension sociale de l'Europe après 2020 - Débat d'orientation

Les délégations trouveront ci-joint un document de réflexion établi par la présidence, en vue du débat d'orientation qui aura lieu lors de la session du Conseil EPSCO du 15 mars 2019.

La dimension sociale de l'Europe après 2020

Débat d'orientation

Conseil EPSCO du 15 mars 2019

La dimension sociale de l'Europe est tout autant un impératif économique qu'une exigence politique. La réussite du marché intérieur de l'Union européenne dépend, dans une large mesure, de l'efficacité de ses marchés du travail et de ses systèmes de protection sociale ainsi que de la capacité des économies européennes à s'adapter aux chocs.

En partant de ce postulat, la stratégie Europe 2020 a été élaborée en 2010 sous la forme d'une stratégie visant à transformer l'UE en une économie intelligente, durable et inclusive qui soit caractérisée par des niveaux élevés d'emploi, de productivité et de cohésion sociale.

Le livre blanc sur l'avenir de l'Europe, adopté par la Commission européenne le 1^{er} mars 2017, a lancé un vaste débat sur l'avenir de l'Union européenne à 27. Le 9 mai 2018, la Commission a ouvert une première consultation publique sur ce sujet. Le rapport final sera présenté lors du premier sommet de l'UE à 27, à Sibiu, en Roumanie, le 9 mai 2019.

En avril 2017, le document de réflexion sur la dimension sociale de l'Europe a lancé un débat thématique afin de clarifier deux éléments essentiels pour l'avenir social de l'UE: quels défis nos pays devraient-ils relever ensemble dans ce domaine? Et quelle valeur ajoutée les instruments existants de l'UE peuvent-ils apporter?

Dans une perspective internationale, le 30 janvier 2019, la Commission a présenté un document de réflexion sur une Europe plus durable à l'horizon 2030, qui visait à stimuler le débat sur la manière de donner suite aux objectifs de développement durable au sein de l'UE.

Dans ce contexte caractérisé par des disparités continues entre les États membres, la persistance des déséquilibres économiques et sociaux risque de compromettre la convergence économique et sociale et pourrait donner lieu à de l'instabilité politique et économique dans l'ensemble des États membres. Il est manifestement nécessaire de renforcer la dimension sociale de l'Europe, en s'appuyant sur le socle européen des droits sociaux. Le document de réflexion de la Commission sur une Europe plus durable souligne que le socle européen servira de cadre pour une action européenne visant à atteindre les objectifs de développement durable pertinents, en contribuant à la réalisation d'une croissance économique durable et équitable. Afin de poursuivre la mise en œuvre du socle, tous les instruments existants peuvent être utilisés: la législation, la coordination des politiques économiques et le soutien financier.

La réalisation du socle des droits sociaux est un engagement politique que nous partageons tous. En progressant sur cette base, nous pouvons montrer que l'Europe est en mesure de relever les nouveaux défis sociaux tels que la nécessité de disposer de nouvelles compétences, la numérisation et le développement de l'intelligence artificielle, la nécessité d'assurer une croissance durable qui ne laisse personne de côté, le vieillissement de nos sociétés, les inégalités croissantes et le défi consistant à intégrer les migrants et les autres communautés menacées de marginalisation.

Alors qu'une nouvelle vision pour l'Europe après 2020 prend forme, il est important d'évaluer correctement les progrès accomplis par rapport aux objectifs fixés dans la stratégie Europe 2020. Parallèlement, la nouvelle vision devrait tenir compte des résultats du récent rapport de la Commission concernant le dialogue avec les citoyens et les consultations citoyennes sur l'avenir de l'Europe, de manière à ce que l'UE soit prête à produire des résultats dans les domaines qui comptent le plus pour ses citoyens.

Compte tenu de ce qui précède, les ministres sont invités à se pencher sur les questions suivantes:

1. *Quels sont les aspects fondamentaux qui devraient définir la future dimension sociale?*
2. *Compte tenu du fait que le socle européen des droits sociaux indique la direction à suivre pour renouer avec la convergence vers le haut, quels seraient les domaines d'action prioritaires pour l'UE et les États membres afin de préserver et d'améliorer le modèle social européen après 2020?*